

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NORDTOLE Conteneurs et Systèmes

Zoning Industriel Marillon
59230 Saint-Amand-les-Eaux

Références : [2023_V3_0070](#)
Code AIOT : 0007001070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement NORDTOLE Conteneurs et Systèmes implanté Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux - BP 164 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite au courrier du 13 février 2022 de la préfecture du Nord relatif à la situation administrative du site au dépôt d'un porté à connaissance pour la future extension de l'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORDTOLE Conteneurs et Systèmes
- Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux - BP 164 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001070
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 1997 modifié l'autorisant à exploiter à Saint Amand-les-Eaux une unité de fabrication et maintenance de conteneurs industriels.

Les activités sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019, suite à la scission du site entre les sociétés NCS et NCG.

La société NCS est propriétaire des bâtiments et des terrains, dont une partie est louée à la société voisine NCG.

Les activités de NCS sont les suivantes :

- l'activité conteneurs neufs : fabrication de conteneurs GRV métalliques pour l'industrie cosmétique, pharmaceutique, peinture ;
- l'activité opérateur : maintenance, lavage et entretien des conteneurs, essentiellement pour le secteur de l'automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative – projet extension

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Etanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
3	Utilisation des rétentions des baignoires	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Contrôle étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
5	Etiquetage des substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
6	Moyens de lutte contre l'incendie 1	AP Complémentaire du 26/03/2019, article 8.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Signalisation	AP Complémentaire du 26/03/2019, article 8.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 23/03/2019, article 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris attache d'un bureau d'étude spécialisé en ICPE afin d'élaborer son dossier de demande d'autorisation comprenant l'extension des ses installations sur les anciens locaux de NGC. L'inspection prévoit d'accompagner l'exploitant dans le cadre d'une phase amont.

A l'occasion de cet échange sur la situation administrative de l'établissement l'inspection a procédé à une inspection des locaux et il a été constaté plusieurs manquements :

- le dépôt temporaire des pièces sortants des bains alcalins en dehors d'une zone étanche et munie de rétention
- l'égouttage dans la rétention des bains acide les zones de lavage des pièces
- une absence d'étiquetage de récipient contenant des produits acides
- un stockage de déchet et de matériel dans la rétention des bains acides
- de nombreux extincteurs inaccessibles
- l'absence de signalisation à l'extérieur de la zone de stockage des bouteilles d'O₂
- l'encombrement des allées et des cheminements

Compte tenu des constats détaillés au-paragraphe ci-avant, nous proposons à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société NCS, en application de l'art. L.171-8-I du Code de l'Environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2019.

Le projet d'arrêté est joint en annexe 2 au présent rapport

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2019, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES			
N° Rubrique	Intitulé rubrique	Caractéristiques	Classement
2565.2.b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563,2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en oeuvre de : a) Cadmium b) Cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 L 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 L b) Supérieur à 200 L, mais inférieur ou égal à 1500 L 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements 4. Vibro-abrasion, le volume total des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 L	<u>Activité conteneur neufs – décapage acide :</u> - décapage inox (acide fluonitrique 15%) : 25 m ³ - décapage alu (acide fluonitrique 5 %) : 5,6 m ³ Volume total des bains de traitement : 30,6 m³ <u>Activité Opérateur – décapage peinture</u> - décapage (Bonderite S-ST698 40 %) : 25 m ³ + 12 m ³ + 12 m ³ - décapage (Bonderite S-ST698 50 %) : 25 m ³ Volume total des bains de traitement : 74 m³ Volume total traitement de surface : 104,6 m³	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel les volumes des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	<u>process :</u> traitement de surface : 2 lignes de traitement - décapage acide : 30,6 m ³ - décapage peinture : 74 m ³ Volume total des bains de traitement : 104,6 m³	A
2560.b.2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1.000 kW 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1.000 kW	Puissance installée totale de 425 kW	DC
2564.A.2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou	Activité « opérateur » Installation de dégraissage à l'acétate de butyle	DC

	<p>des solvants organiques</p> <p>A. Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils (1), le volume équivalent des cuves de traitement étant :</p> <p>1. Supérieur à 1 500 L</p> <p>2. Supérieur à 200 L, mais inférieur ou égal à 1500 L</p> <p>3. Supérieur à 20 L, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque des solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés de mention de danger H341 ou étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée (2)</p> <p>B. Pour des solvants non visés en A. ou pour des procédés utilisés sous-vide (3), le volume des cuves étant supérieur à 200 L</p> <p><i>(1) Solvant organique volatil : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur.</i></p> <p><i>(2) Une machine est considérée comme fermée si les seules ouvertures en phase de traitement sont celles servant à l'aspiration des effluents gazeux.</i></p> <p><i>(3) Un procédé est considéré comme sous-vide si, en fonctionnement normal, un vide complet est effectué avant toute ouverture de la machine et s'il n'y a aucune manipulation manuelle des produits y compris pendant les opérations de remplissage et d'élimination</i></p>	<p>- volume des cuves : 2 x 170 L</p> <p>- bac de dégraissage : 5 L</p> <p>- Installation de prélavage des conteneurs : 800 L</p> <p>L'acétate de butyle n'est pas étiqueté R40, R45, R46, R49, R60, ou R61.</p> <p>Volume des cuves de traitement : 1145L</p>	
2795.2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10,	Lavage à l'eau des fûts PAILS ayant contenu du TEFLON et contenant des produits dangereux pour l'environnement, avec un volume d'eau	DC

	<p>ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 m³/jj 2. Inférieure à 20 m³/jj</p>	utilisé journalier de 3 m³.	
2910.A.2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Aérothermes, radiants alimentés en gaz naturel (1 092 kW) Ballons d'eau chaude, alimentés en gaz naturel (273 kW) (Installation non techniquement raccordables)</p> <p>Puissance Thermique totale de 1 365 kW</p>	DC
4120.2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-</i></p>	<p><u>Activité « Conteneurs neufs – Décapage acide »</u> Acide fluonitrique 30 % H310 – Catégorie 2 (mortel par contact cutané) H331 – Catégorie 3 H301 – Catégorie 3</p> <p>Quantité totale sur site : 2,4T</p>	D

Constats :

La situation administrative au regard des installations observées sur le site sont en adéquation avec l'autorisation administrative.

Le courrier du 13 février 2022, de la préfecture du Nord invitant l'exploitant à transmettre une nouvelle demande d'autorisation avec étude d'impact, fait suite au dépôt de dossier de porté-à-connaissance déposé par l'exploitant en vue de l'extension de son installation en lieu et place de NGC (Saint-Amand-les-Eaux).

Ce futur projet nécessite un dossier de demande d'autorisation environnementale. Afin d'accompagner l'exploitant dans sa démarche, l'inspection propose la tenue d'une phase amont et de rappeler les grandes lignes de la procédure d'autorisation.

L'exploitant a passé commande auprès d'un bureau d'études spécialisée en ICPE en juillet 2022 de la rédaction de ces documents.

Pour rappel la procédure de demande d'autorisation est cadrée par le code de l'environnement (R.181-13 à D 181-15-9). Les délais de procédure sont de 9 à 12 mois pour un dossier régulièrement constitué (c'est-à-dire comprenant l'ensemble des pièces prévues).

La procédure d'autorisation démarre au dépôt du dossier en préfecture et comprend plusieurs phases. :

- Phase d'examen d'une durée de 4 ou 5 mois selon les autorisation embarquées, de 8 mois lorsque l'autorisation environnementale est demandée dans le cadre d'une régularisation. Elle peut être prolongée pour une durée d'au plus quatre mois lorsque le préfet l'estime nécessaire ;

- phase d'enquête publique d'une durée de 4 à 6 mois qui comprend :

- la saisine du tribunal administratif par les services de la préfecture,
- la désignation du commissaire enquêteur,
- affichage de l'avis enquête publique (15 jours avant la tenue de l'enquête),
- enquête publique d'une durée de 30 jours minimum,
- rédaction de l'avis du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête ;

- Phase de décision elle consiste en la transmission par les service de la préfecture pour information la note de présentation non technique de la demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire enquêteur au CODERST ou à la CDNPS. La durée de la phase de décision est de 2 mois. Si le préfet sollicite l'avis de la commission ou du conseil susmentionnés sur les prescriptions dont il envisage d'assortir l'autorisation ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande, la durée de cette phase est de 3 mois. Ces délais peuvent être prorogés une fois.

Rappel concernant la reprise du site de NGC. L'autorisation environnementale ne pourra être délivrée par le préfet que si la cessation d'activité de NGC est actée administrativement. La cessation d'activité fait l'objet d'une procédure administrative de plusieurs mois.

En amont de la phase d'examen, hors délai réglementaires détaillés ci-avant, l'exploitant peut demander la réalisation d'une phase amont afin de faciliter l'instruction de son dossier de vérifier la constitution ce dernier. L'inspection a proposé la tenue de cette phase amont, elle se déroulera en deux temps. Une première étape sera la présentation du dossier à la DREAL lors de

l'achèvement de la rédaction d'après le calendrier évoqué elle se tiendra vers la fin avril. Puis une seconde étape sera une présentation interservices sous pilotage sous-préfectoral.

Rappels sur la constitution du dossier.

Lors des échanges avec l'inspection, il est apparu nécessaire de rappeler que le dossier de DDAEnv devra reprendre toutes les activités existantes auxquelles s'ajoutent les nouvelles activités. Dans cette demande il faut prendre en compte entre autre l'augmentation du périmètre ICPE et les déplacements d'installation

L'installation étant IED le dossier d'autorisation comprendra une actualisation du rapport de base.

L'inspection invite l'exploitant à consulter les documents suivants pour le permettre de rédiger au mieux son dossier :

<https://www.ecologie.gouv.fr/lautorisation-environnementale>

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/L%E2%80%99autorisation%20environnementale.pdf>

<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/regimes/autorisation/linstruction-dune-demande-dautorisation-environnementale>

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etanchéité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

Constats :

Il est constaté des flaques de produits alcalins dans une zone de passage à gauche du convoyeur, au droit d'un regard du réseau d'eaux usées industrielles. L'inspection demande l'origine de ces flaques.

L'exploitant indique que lorsque le convoyeur ne peut reprendre les conteneurs en sortie de bain alcalins, ceux-ci sont déposés temporairement sur la dalle. (photos annexe1)

L'inspection constate que ce mode opératoire n'est pas conforme à la prescription précitée. L'inspection se demande si la station est en capacité de pouvoir accepter l'arrivée de produit alcalin directement.

De plus la dalle de béton est fissurée et présente donc des points de percolation préférentiels des polluants.

De plus les flaques de produits alcalins sont situées sur une zone de passage, cela représente un risque de chute et de dissémination de produit.

Les résidus ne vont pas dans les retentions et sont directement dirigés vers la station de

traitement des eaux.
Observations : Contenu de ces constats l'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription relative à la mise en place d'aire étanche muni d'une rétention pour toutes les zones destinées à l'utilisation de produits alcalins dont la concentration est supérieure à 1g/l.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Utilisation des rétentions bain acide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>Constats : Les bigbags de boues de la station de traitement des eaux sont stockés dans la rétention des bains acides.</p> <p>Lors des échanges avec l'inspection, l'exploitant indique que les rétentions sont surdimensionnées.</p> <p>L'inspection demande la justification du volume disponible dans les rétentions. À la date de la rédaction du présent rapport les éléments n'ont pas été transmis.</p> <p>Dans la zone de lavage de pièces sorties des bains acide, l'inspection constate que les baches entourant la zone s'égouttent dans la rétention des bains acide. Les eaux de lavage sont ensuite pompées de la rétention vers la station de traitement de eaux. L'exploitant indique que cette pratique se fait de manière régulière et que le pompage des eaux est validée par le chef d'équipe.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que cette pratique n'est pas appropriée, les rétentions ayant pour vocation de récupérer les déversements accidentels. Or il apparaît que les déversements observés sont réguliers et font partie du mode opératoire.</p> <p>Observations : Contenu de ces constats l'inspection demande à l'exploitant la justification du dimensionnement des capacités de rétention.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-avant relative au maintenir vide de tout liquide les rétentions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Contrôle étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
--

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
Constats : <p>L'inspection constate que la rétention des bacs acides sert de zone de stockage temporaire pour divers matériel et les big bags de boues de la station de traitement. L'inspection pose la question de la vérification de l'étanchéité de la rétention. L'exploitant indique que celle-ci serait vérifiée visuellement annuellement lors de l'évacuation des big bag.</p> <p>L'inspection s'étonne de l'encombrement des rétentions demande la justification des capacités des rétentions, de la compatibilité des matériaux stockés avec les bacs et la justification de la bonne étanchéité de la zone de rétention.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel concernant les dispositions générales relatives aux rétentions.
Compte tenu de ces constats, L'inspection propose à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription relative à l'état d'étanchéité des rétentions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Etiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.</p> <p>Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.</p>
Constats : Dans l'aire de lavage, il est constaté la présence d'un bidon coupé, dépourvu d'étiquetage. A la demande de l'inspection, l'opérateur indique que ce récipient contient un mélange acide.
<p>De plus il est observé que l'étiquetage des cuves de station de traitement sont illisibles. L'exploitant indique qu'un synoptique est affiché dans la salle de l'opérateur en charge de la station. L'inspection rappelle que les différentes cuves de traitement doivent être identifiées et que leur contenu s'il présente un risque doit être indiqué.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire concernant l'étiquetage des produits dangereux.
Compte tenu de ces constats, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant d'identifier correctement les contenants de produits dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2019, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs appropriés aux risques à raison d'un appareil pour 200 m² de plancher complétés par des extincteurs appropriés à des risques particuliers, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<p>Constats : Il est observé a de nombreuses reprises que des stocks, engins et divers matériels sont entreposés devant les extincteurs.</p> <p>Il est également observé un encombrement de certaines allées, ce qui limite les possibilités d'évacuation et/ou d'intervention.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire concernant l'accès au moyens d'extinctions.</p> <p>Compte-tenu de ces constats, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription relative à l'accessibilité des moyens d'extinction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Signalisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2019, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les emplacements des dispositifs ci-dessous, ainsi que les diverses interdictions, sont signalés suivant les normes et textes réglementaires en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des moyens de secours ; - Des stockages présentant des risques ; - Des locaux à risques ; - Des boutons d'arrêt d'urgence ; <p>Ainsi que les diverses interdictions.</p>
Constats : Le local de stocke de bouteille d'Oxygène ne présente pas d'affichage spécifique

permettant d'identifié le risque.
<p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant qu'un affichage spécifique soit mis en œuvre afin que le risque en cas d'incendie soit identifiable.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une photographie de cet affichage sous un délai de 30 jours à la réception du présent rapport</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet